

apl

INFORMATIONS
REGIONALES

n°5 8 Nov 77

directeur: bernard lambert

2F



DUBIGEON ?

SOMMAIRE

OUVRIERS

- Dubigeon : l'impasse ?..... P. 3 à 8
SNIAS : là liberté, elle se défend, elle
se gagne..... P. 8

ENVIRONNEMENT

- Marché biologique à Saint Jean de Boiseau. P. 9
Epreuve de civisme à Cheix en Retz..... P. 10

EDUCATION

- N'achetez pas de jouets guerriers..... P. 11

ARMEE

- Procès d'un insoumis..... P. 11

EXPRESSION

- Radio Libre 44..... P. 12
L'APL et la Hune..... P. 12

INTERNATIONAL

- La Bande à Croissant..... P. 13 à 15
Un camp de travail en Bulgarie..... P. 16 à 21
L'armée française contre l'autodétermi-
nation du peuple sahraoui..... P. 22 - 23

PRISON

- Grève de la faim de 300 prisonniers nantais P. 23

CALENDRIER

MERCREDI 9 NOVEMBRE

- exposition sur le racisme à la Mairie de Nantes, organisée par le MRAP
- radio libre 44 émission à 19 H 30 sur 101 mhz (M. F.)
- femmes : réunions du groupe maternité (téléphoner au 46.42.44)

JEUDI 10 NOVEMBRE

- Théâtre de la Résistance du Chili au centre social des Bernardières Saint Herblain (voir P. 15)
- femmes : groupe viol, (contacter Renée Livet, 14 place Viarme)
- Saint Nazaire : "L'affiche Rouge" film sur un épisode de la Résistance à la MJEP.

VENDREDI 11 NOVEMBRE

- Théâtre de la résistance CHILI : "Chroniques du jour combattant"(voir P. 15) à Bouguenais, 21 H

MARDI 15 NOVEMBRE

- Assemblée générale de la coordination des groupes femmes de Nantes, Fraternité Protestante, 3 rue Amiral Duchaffault à Nantes. 20 H 30.

MERCREDI 16 NOVEMBRE

- réunion du groupe femmes travailleuses en lutte : bilan et perspectives. Cité universitaire la Bourgeonnière, Bât. A. salle de Réunion 20 H 30.

MERCREDI 16 NOVEMBRE

- Débat sur la peine de mort à la MJEP de saint Nazaire.
- Femmes, groupe Enseignement primaire : 20 H 30 à la Fraternité Protestante.
- Réunion pour un comité de soutien à Radio Libre 44 à 20 H 30, Fraternité Protestante.

JEUDI 17 NOVEMBRE

- Femmes : groupe entreprises à 20 H 30 à la Fraternité Protestante.
- GRIN EST - réunion d'information sur le nucléaire, montage diapos à la Bottière à 20 H 30.

VENDREDI 18 NOVEMBRE

- Rassemblement à Rennes pour le procès de Jo Cassard, voir page 11.

DUBIGEON (suite)

protège une porte qui donne en réalité ... sur les WC de la Chambre de Commerce.

A l'extérieur, d'autres comportements du même genre ont lieu.

Le PC de Dubigeon adressait dans la journée, à la CFDT de Dubigeon (dont

plusieurs militants ou délégués sont inquiétés par la police) la lettre ci-dessous, que la CFDT affichait aussitôt dans la cour de l'usine, où nous avons pu, comme tout le monde la lire et la recopier.

Au syndicat C.F.D.T. De Dubigeon Normandie

Chers camarades,

Les organisations syndicales de l'usine ont décidé de faire précéder le meeting organisé le 20 OCTOBRE, Place du Commerce, par l'occupation de la chambre de Commerce, qui symbolise pour les Travailleurs nantais, le pouvoir Patronal.

Selon les directives fournies par les organisations syndicales, cette occupation devait naturellement s'effectuer dans des conditions excluant tout acte de violence ou de dégradation.

Or, quelques militants CGT dont des membres de notre parti, qui sont adhérents de cette organisation syndicale, se sont trouvés affrontés à des travailleurs ~~suborant~~ le sigle CFDT qui cherchaient à détériorer du matériel et à enfoncer une porte de bureau.

Nos militants, avec ceux de la CGT, ont tenté de les calmer et leur ont rappelé les directives syndicales communes.

Malheureusement, ce rappel au respect des décisions prises par les syndicats CGT et CFDT, de l'entreprise, s'est heurté à une réaction violemment anticommuniste que nous ne saurions *laisser* passer: " dehors les communistes, et leurs commandos etc...!"

Nous constatons avec regret que d'une part, aucun des militants CFDT présents n'a tenté de faire respecter les décisions communes prises par les syndicats, d'autre part, que les réactions des manifestants CFDT, auxquelles nous avons eu à faire face s'identifient malheureusement avec les propos publics tenus par le Directeur de l'usine, prétendant, mensongèrement, que l'origine du conflit et la Direction de celui-ci ~~étaient~~ le fait de notre parti.

Sans vouloir nous immiscer en aucune façon dans la vie intérieure de votre Organisation Syndicale, nous voulons toutefois espérer que cette intervention mettra un terme à un anti-communisme intolérable qui ne peut qu'être une source de division et par là même servir objectivement les intérêts de la direction.

Les communistes de chez Dubigeon continueront pour leur part à assurer leurs responsabilités dans la défense des intérêts des travailleurs, à respecter et à appliquer les décisions intersyndicales. Ils souhaitent qu'il en sera de même pour tous.

Recevez chers camarades, l'assurance de nos sentiments communistes.

Les cellules P. C. de Dubigeon Normandie

DUBIGEON (suite)

Suite à cette série d'évènements, un très violent débat avait lieu dans la CGT, où une base très combative sait imposer une réelle liberté de parole.

Les comportements ci-dessus, sont critiqués, et l'unité, à cette date, est maintenue avec la CFDT.

Enquête A. P. L.

SNIAS :
St. Nazaire

LA LIBERTÉ, ELLE SE DÉFEND, ELLE SE GAGNE.

Depuis un an, une trentaine d'agents de maîtrise suivent des cours de perfectionnement ; Daniel Baron, chef d'équipe au fraisage PZM est de ceux-ci.

Récemment, dans le cadre de la formation et du budget qui lui est affecté, la Direction décidait d'organiser une soirée détente avec buffet campagnard en dehors des horaires de travail et dans les locaux du restaurant d'entreprise à GRON.

Daniel Baron décidait de ne pas participer à cette "soirée détente avec buffet campagnard".

Face à ce refus, la hiérarchie, après de nombreuses tergiversations décidait de convoquer Baron le jeudi 20 octobre.

Durant 1 H 15, Mrs Rondi et Frelezeau, expliquaient à ce travailleur que :

"Les cours dispensés sur le temps de travail plus la soirée détente en dehors du temps de travail formaient un tout".

Qu'en conséquence, ou Baron participait à tout dorénavant, ou il s'excluait de lui même.

Baron, quant à lui, estimait, qu'il était libre d'apprécier le bûne fondé de sa participation à ce qu'il considérait comme extérieur à la formation.

Le mardi 25, à 9 Heures, Baron se présente aux cours, il est aussitôt appelé par Mr Rondi qui lui signifie qu'il n'a plus à participer aux cours s'il n'en accepte pas toutes les conditions.

Devant cette atteinte inqualifiable à la liberté, immédiatement, les travailleurs du secteur PZM, horaires et mensuels avec leurs organisations syndicales CFDT et CGT, décident de réagir tant auprès de Mr Rondi et Thomas, qu'auprès de la Direction.

L'action se révéla payante pour obliger la Direction à admettre que Baron était réintégré aux cours, avec sa liberté d'apprécier s'il doit participer ou non à ce qu'il considère comme extérieur à la formation.

C'est donc un nouvel échec de la Direction, dans sa volonté de museler les travailleurs.

Mais, il nous faut rester vigilants.

La Direction s'en prend aux agents de maîtrise qui à ses yeux, ne se coulent pas dans le moule tel que la Direction l'a prévu ; laissez faire et demain, plus personne ne pourra lever le petit doigt dans cette entreprise.

Section C.F.D.T. - C.G.T. Aérospatiale.

CRIN :
RECTIFICATIF.

Réunion du C. R. I. N. EST :
information et montage diapos
sur le nucléaire.

A 20 H 30 au Centre Social de
la Bottière, LE JEUDI 17 NOVEMBRE.

(à la place du mardi 8 comme
c'était annoncé dans le dernier
numéro).

LE PREMIER MARCHÉ BIOLOGIQUE MUNICIPAL,

ET SI PRÈS D'UNE CENTRALE !

Le marché biologique de St Jean de Boiseau à 3 km du Pellerin a démarré samedi 22 Octobre. Il y avait environ une dizaine de stands tenus par des producteurs venus de la Loire-Atlantique, de la Vendée, et du Maine-et-Loire. Les producteurs ont été contactés par les quatre syndicats agro-biologiques.

A 10 h du matin le marché était pour ainsi dire dévalisé et des producteurs ont dû refaire leurs batteries en cours de marché.

C'est à la boucherie, charcuterie qu'il y avait le plus de monde (pour l'achat de veau de lait garanti principalement) sinon surtout des légumes, un peu de vin doux, du miel.

Une bonne ambiance de discussion régnait sur le marché.

A quelle condition un tel marché ?

Pour démarrer un tel marché la commission extra-municipale qui en est à l'initiative a posé des conditions :

- 1° que les produits soient garantis "biologiques" par un des quatre syndicats agro-biologiques.
- 2° que les prix soient à la portée de tout le monde le plus près possible des prix normaux.

Cela est possible du fait que se sont les producteurs eux-mêmes qui viennent vendre.

(voir tableau ci-dessous)

Les producteurs ont été surpris par les possibilités de ventes. Donc par l'intérêt d'autant de monde pour de tels produits.

Une commission de surveillance

La commission extra-municipale qui s'occupe de ce marché va en créer une autre spécialement pour la vérification des produits vendus.

Il y aura 3 producteurs, 3 consommateurs, et 3 personnes de la municipalité.

Ce sera la Commission de surveillance de la qualité des produits biologiques.

Des produits biologiques et une centrale nucléaire ?

Un jeune producteur disait :

Pourquoi font-ils ce marché biologique ? moi je crois que c'est pour marquer leur opposition à la centrale !

Une chose est certaine, c'est que dans tout le coin les comités antinucléaires et les six semaines d'enquête ont provoqué l'ouverture d'une partie de la population sur le nucléaire. Mais qu'en même temps ce sujet est difficilement concretisable dans la vie de tous les jours. D'où l'idée de certains d'élargir cet intérêt à des choses plus concrètes et quotidiennes comme la pollution dans les proches usines, les conditions de travail, et sans doute le marché biologique s'inscrit-il dans cette même logique.

	St-JEAN de BOISEAU	NANTES
Les radis	2 F	2 F 20 à 2,50 F
L'achicorée	0,50 F	0,60 F
Paté ail-échine	18,00 F/Kg	18,00 F/Kg
Boudin noir	10,00 F/Kg	10,00 F/Kg
Carottes	3 F/Kg	1,60 F/Kg
Poireaux	3 F/Kg	1,50 F/Kg

ÉPREUVE de CIVISME à CHEIX

... portant cependant matière ... à REFLEXIONS

Lors de la manifestation anti-nucléaire du 7 juillet 1977 à Cheix en Retz, du matériel agricole a été saccagé par les forces de l'ordre. Des pneus ont été crevés et des pompes à injection ont eu leurs tuyaux abimés.

Un conseiller municipal, Monsieur Tabart a, profitant de l'absence du maire, largement exploité cette situation se prenant pour un saint sauveur et en quelque sorte un "zoro est arrivé"!

En effet, il va se charger d'organiser le transport des tracteurs endommagés : du travail en perspective pour son entreprise! Il dira : "Je ferai tout pour vous avantager et pour que tout s'arrange au meilleur prix dans les plus brefs délais". Bonne parole de citoyen, qui a toujours voté contre la centrale. Pour les agriculteurs c'est la grosse période des travaux agricoles : foins, ensillages..., les tracteurs leur sont donc indispensables. Ils sont donc remis en état, la facture aussi ! 7700,00frs hors taxe. Finalement c'est un bon prix, "sans fleur" loin de là. Et Monsieur Tabart de courir la campagne pour réclamer son argent 15 jours après la réalisation des travaux, procédé peu courant. Habituellement, le délai pour payer est de 2 mois à 2 mois et demi.

Une deuxième affaire va suivre, là il s'agit des pancartes annonçant l'agglomération de Cheix sur la D 228. Elles ont été arrachées peu après la manifestation, sans doute en signe d'opposition à la mairie annexe du sous-préfet qui s'était installée tout contre cette pancarte au moment des barrages.

Tabart demande aux Ponts et Chaussées de lui donner les pancartes à réinstaller. Il y a deux boulons à mettre. Au cours d'une séance de Conseil Municipal, Tabart déclare avoir fait preuve de civisme en remplaçant les 2 boulons ! Il voudrait ainsi, marquer son soutien au mouvement contre la centrale.... Mais en fait ces pancartes ont disparu 15 jours de rang et il semble qu'elles aient été remises

en place par d'autres mains que celles de Tabart. Donc il n'est pour rien dans cette affaire. Personne ne lui doit rien.

Une troisième affaire encore. Un accident a lieu sur le pont Cheix-Buzon. Bien entendu Tabart effectuera les travaux de réparation. Les dégâts sont minimes, il faut remplacer sept volutes et redresser un peu l'ensemble. Cela représentera 20h. de travail et 150frs de matériels. Et Tabart de faire encore preuve de civisme... mais la note est là : 1 740frs qu'il réclame à la mairie alors que cela ne regarde que les assurances des victimes de l'accident.

Tout cela pour s'interroger sur le rôle de ce monsieur dans la lutte contre la Centrale à Cheix et toutes ces leçons de civisme qu'il entend donner. Monsieur Tabart s'est très largement exprimé au moment des élections, sur le thème de son dévouement parfait, mais on peut constater qu'il vise en permanence son profit personnel.

Un citoyen de Cheix.

INFORMATION SANTÉ

Le C.L.I.S.A.C.T. (Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Accidents du Travail) avait mentionné à la fin de l'article sur l'ergonomie (A.P.L. n°1 du 11 oct.) comme une organisation du côté des travailleurs pour ce qui était de la santé et sécurité du travailleur.

Son adresse avait cependant été oubliée, c'est :

{ 58, rue des Guipons }
{ 94 800 VILLEJUIF. }

Il publie un journal trimestriel (abonnement 30 F. "Lutte, Santé, Sécurité" Place collectif aménagement S.M.G.

N'ACHETEZ PAS DE JOUETS GUERRIERS !

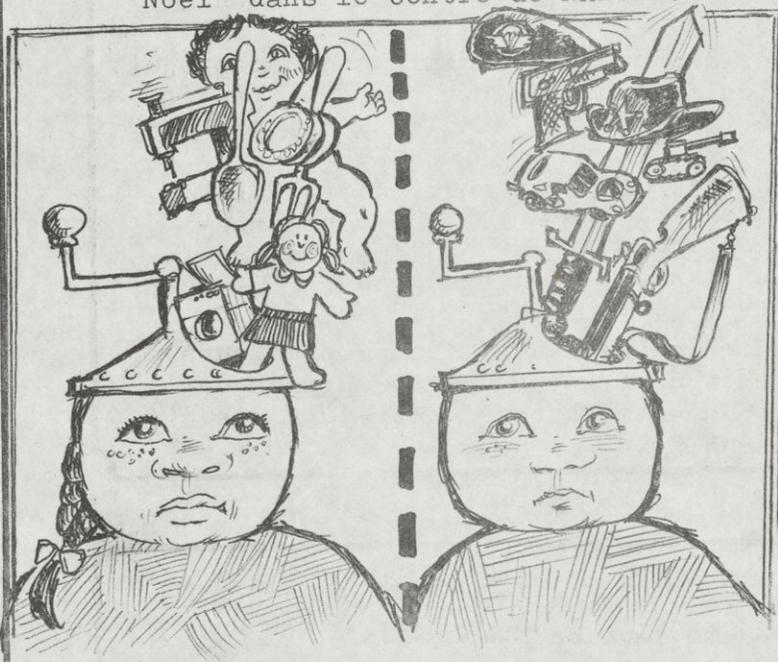
NANTES, le 4 novembre 1977

Les fêtes de Noël ayant l'habitude de faire consommer des jouets et un pourcentage très élevé de ceux-ci ayant un caractère guerrier et militariste -et par la même occasion sexiste - le groupe anarchiste de NANTES et le mouvement d'insoumission Bretonne propose une action pour sensibiliser l'opinion publique sur ce problème.

Le commerce des armes-jouets a une fonction voulue dans l'ordre social actuel : il est l'une des faces de la militarisation de la société et une forme pédagogique de la violence d'Etat. Il habitue les jeunes garçons, futurs appelés ! à l'existence de l'armée et les prépare à leur rôle d'homme - MALE - SOLDAT - HEROS - par opposition aux filles - FEMME - INFIRMIERE - REPOS DU GUERRIER -

C'est tout cela que nous proposons de dénoncer, par exemple sous forme d'une semaine d'action.

Interventions et distributions de tracts devant les "Grandes surfaces" collages d'affiches clôturée le Samedi 10 ou le samedi 17 décembre par une manif douce de "Pères Noël" dans le centre de NANTES.



SI VOUS ETES D'ACCORD

Afin de discuter des dates et des modalités nous vous invitons à une réunion d'information le :

MARDI 15 NOVEMBRE A 20 H

salle Jean Jaurès. 40 rue Jean Jaurès.
REZE.

Plus nombreux nous serons et plus l'impact sera important.

Une affiche et un tract spécifique à l'action et non signés seront édités par le G.A.N.

Nous comptons sur votre présence

CORRESPONDANCE : Ariel PIOUS.

194, rue Maurice JOUAUD. REZE. 44400.

PROCÈS D'UN INSOUMIS

Le Vendredi 18 Novembre 1977 à 9 h
au T.P.F.A. de Rennes.

Jo Cassard avait été arrêté en Juin 1977, emprisonné et libéré après une grève de la faim de 20 jours.

Bien que réformé provisoire, Jo Cassard est inculpé d'insoumission en temps de paix et de refus d'obéissance et risque 2 ans de prison ferme.

Nous vous appelons à venir à son procès le Vendredi 18 à Rennes et à prendre une part active au soutien en passant aux permanences du Comité de soutien : Lundi 14 - Mardi 15 - Mercredi 16 - Jeudi 17 Novembre de 18 20 h au GRIM 57, rue des Hauts-Pavés.

Enfin l'arrestation de Jo Cassard avait provoqué le renvoi de 29 livrets militaires dont les procès s'annoncent en Décembre à Nantes. D'autres livrets seront renvoyés à l'occasion de son procès.

G.R.I.M.

POUR LA CRÉATION D'UN COMITÉ DE SOUTIEN À **R**^{RADIO} **L**^{LIBRE} 44

Une réunion est prévue le mercredi 16 novembre à 20h30 à la Fraternité Protestante en vue de former un Comité de soutien à RADIO LIBRE 44.

Le Comité de soutien n'a aucun - aucun - aucun - aucun rapport avec ceux qui font R.L. 44 (Bon dieu, mais c'est bien sûr.)

▣ Pour des raisons techniques de dernières minute, Radio Libre 44 n'a pu émettre vendredi dernier. Ces obstacles étant surmontés, Radio Libre 44 vous donne rendez-vous sur 101 MHz (Modulation de fréquence), le MERCREDI 9 à 19h30.

COMMUNIQUÉ RADIO LIBRE 44

L'APL et la Hune...

Le débat est engagé. Plus de 30 personnes étaient présentes à l'A.P.L. vendredi soir, dont un certain nombre de lecteurs venus là pour discuter des deux journaux, et un membre de l'équipe de la Hune, venu à titre individuel.

Nous avons également reçu quelques lettres.

La discussion a porté sur les points suivants :

- Concurrence ou pas ? il y a visiblement des appréciations divergentes sur : le contenu respectif des deux hebdos, le public qu'ils touchent ou qu'ils espèrent toucher (l'A.P.L. veut-elle et doit-elle se cantonner à l'audience actuelle restreinte ou, se développer à un public plus large ?)

- Historique du projet de la Hune : la constitution du projet "la Hune" a été évoquée ainsi que les forces qui traversent ce projet, les rapports qu'elles entretiennent (entre elles et à l'extérieur) et éventuellement les contradictions.

- Les relations la Hune - l'A.P.L. : le collectif A.P.L. tenu à l'écart du projet ? un oubli ? un choix politique ? un désaccord avec la pratique d'information ? 2 projets complètement étrangers l'un à l'autre ?

Le caractère sommaire de ce Compte-Rendu tient à plusieurs raisons : le débat est à ses débuts et nous attendons des prises de positions plus nombreuses de la part des lecteurs et peut-être des différentes composantes du projet "LA HUNE"



Groupe Femmes Maternité (2ème réunion)
MERCREDI 9 NOVEMBRE 20H30

Pour y venir, contacter le n° de téléphone suivant : 46/42/44

La bande à Croissant

Jeudi soir 3 novembre, avait lieu à la M. J. E. P. de Saint Nazaire, un débat sur le terrorisme avec, pour point de départ, un film sur la prison de Stammheim et une bande vidéo : "Dernier appel de Schleyer aux autorités allemandes".

Le débat, avec un journaliste de Libération et deux membres du M. A. J. (Mouvement Action Justice) a porté sur l'évolution des libertés en Allemagne, le climat qui y règne etc... mais s'est aussi axé sur le cas de Klaus Croissant menacé d'extradition - vu l'urgence de la situation - et sur ce que nous pouvions faire, nous, ici, et maintenant, pour empêcher cette extradition.

Un avocat bien ordinaire

Avocat tout ce qu'il y a de classique au départ, (beaucoup d'affaires civiles - divorces..., et commerciales, quelques affaires pénales), Croissant ne commence à défendre les "politiques" qu'à la suite de la répression des manifestations étudiantes de la fin des années 60.

A l'arrestation du groupe Baader-Meinhoff, il participe à un mouvement de protestation d'avocats allemands sur des conditions de détention qui menacent gravement l'intégrité physique et psychique des détenus.

Ce mouvement se heurte à un mur en Allemagne, aussi les avocats décident d'internationaliser la protestation.

C'est alors que le gouvernement allemand commence à s'attaquer aux droits de la défense.

"Il est défendu de défendre"

Les attaques contre Croissant vont aller en s'accroissant et en s'accroissant.

Ce ne sont d'abord que des procédures bénignes du type "outrage à magistrat"...

Vient ensuite l'inculpation d'"outrage au gouvernement". Le motif ?

A la mort d'Holger Meins, Croissant accuse lors d'une conférence de presse le gouvernement d'assassinat : poursuivant une grève de la faim, Meins a été alimenté par perfusion avec seulement 800 calories, quand il en faut 3 500... La mort lente.

Puis, interviennent les lois d'exception...

Les lois d'exception

Les lois d'exception veulent empêcher toute défense politique :

1° - En autorisant un seul avocat par inculpé, ce qui empêche toute possibilité de défense collective, et empêche même les inculpés politiques d'avoir un avocat.

Les avocats acceptant de les défendre étant déjà assez rares.

2° - En contrôlant toutes les communications entre avocats et inculpés.

3° - En autorisant l'isolement total des prisonniers politiques pour 30 jours, renouvelables en période d'attentats terroristes.

Ce qui empêche tout contrôle des avocats sur les conditions de détention et permet toutes les suppositions sur les morts de Stammheim.



La bande à Croissant (suite)

Alors Croissant va une première fois en prison pour avoir organisé une conférence de presse à la mort d'Ulrike Meinhoff.

Puis, en avril 75, il est exclu avec d'autres avocats de la défense du groupe Baader au procès de Stammheim pour complicité !...

Traqué, Croissant se résout en juillet 1977 à demander l'asile politique en France.

Croissant pas seul

En Allemagne, plus de 60 avocats subissent les mêmes attaques que Croissant.

Dans un premier temps, on a qualifié les avocats de "marionnettes", d'instruments de la R. A. F. (Fraction Armée Rouge).

Puis l'accusation s'est renversée : de manipulés, les avocats deviennent manipulateurs.

En juin 77, deux avocats ayant divulgué dans une conférence de presse la grève de la faim menée par leurs clients et ayant protesté contre leur alimentation forcée, se voient inculper de "tentative de meurtre sur la personne de leurs clientes" !!

Ce renversement de tendance est d'ailleurs fortement teinté de sexisme : ce sont ici des inculpées que les avocats "manipulaient"...

France, terre d'asile

Croissant arrêté au moment de l'affaire Schleyer, comparait mercredi 2 novembre devant la chambre d'accusation de la cour d'Appel de Paris.

Les arguments du gouvernement allemand pour l'extradition de Croissant sont :

- d'avoir organisé un système d'information entre les détenus ;
- d'avoir tenu des conférences de presse, organisé des meetings.

Bref, d'être "l'otage de la bande à Baader" et même d'en être complice...!

OR IL FAUT SAVOIR que :

1° - En fait, Croissant n'a fait qu'exercer pleinement sa profession. Un défenseur se doit d'expliquer et retranscrire à l'extérieur la pensée politique de ses clients, c'est un des moyens d'une défense politique.

2° - Aucune charge matérielle ne pèse sur Klaus Croissant. IL est jugé complice par assimilation à une organisation criminelle.

Au moment de la guerre d'Algérie, jamais ce genre d'agression n'a eu lieu pour les avocats du F. L. N.

3° - Aucune extradition n'est acceptée pour motifs politiques.

Les jugements les plus récents vont dans ce sens :

- en 76, quatre noirs américains ayant détourné un avion, les juges ont refusé de les extraditer malgré l'existence d'éléments matériels (le détournement) parce que le mobile était politique.

Et pourtant, Croissant va vraisemblablement être extradé...

Le gouvernement français a déjà pris position pour l'extradition de Croissant.

Le cinéma judiciaire s'est joué le 2 novembre, mais tant les "petites phrases" de Peyrefitte du genre "La France ne doit pas être une terre d'asile pour les terroristes" que la présence au procès du procureur général Sadon, lui qui ne va presque jamais au charbon, prouvent que le gouvernement pèse de tout son poids pour livrer Klaus Croissant à Schmidt.

Pourquoi le gouvernement français à genoux ?

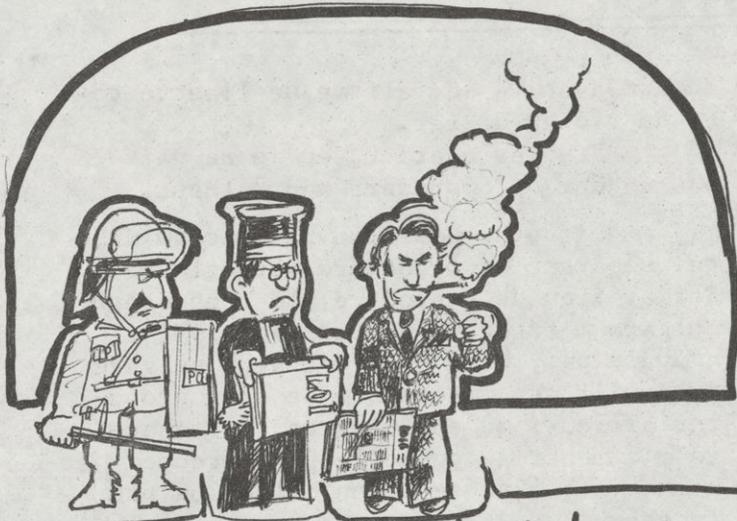
L'Allemagne fédérale, pôle économique européen, atteint aujourd'hui sa majorité politique à travers l'exportation de son modèle, y compris au niveau socio-politique.

On assiste à une continentalisation du modèle allemand sur le plan des libertés : la justice française, dans cette affaire est aux ordres... du gouvernement allemand.

C'est tout bénéfique également pour le gouvernement français qui, s'il n'a pas, craignant des remous, ratifié

La bande à Croissant (suite)

encore la convention européenne anti-terroriste, profite du climat autour de l'affaire Schleyer pour tenter de l'appliquer dans les faits.



nous exigeons l'interdiction de tous les hebdomadaires qui ne collaborent pas avec l'internationale antiterroriste!

Que faire ? (entre autre...)

Des pétitions circulent pour le soutien à Klaus Croissant. Toute initiative locale de ce genre peut être envoyée à J. J. De Félice
2 rue de Berne
75008 PARIS

La galerie d'actualité ...

Ce débat a été organisé par "La Galerie d'Actualité" qui se propose, lassé par les pesanteurs bureaucratiques qui tendraient à freiner le dynamisme de la M. J. E.P. de la faire vivre au rythme de l'actualité.

Pour cela, il dégage une question qui leur semble importante et organise débats, films, panneaux où sont reproduits extraits de presse et photographies.

Ainsi prochain thème : la PEINE DE MORT, à propos du procès de M. Bodin, condamné à mort en Vendée, qui repasse en Assises à Nantes, le 25 novembre.

Enquête A. P. L.

THEATRE DE LA RESISTANCE CHILI

Le théâtre de la Résistance Chili présente : "Chroniques du jour combattant" de Marcos Portnoy.

"Dans "Chronique du jour combattant" nous prétendons monter, à travers 14 tableaux représentant des scènes de la vie quotidienne, le Chili soumis transitoirement au fascisme.

Le sombre climat que veut instaurer une dictature qui vise l'anéantissement de toute une histoire exemplaire à plusieurs égards, contraste avec des manifestations de lutte.

Le drame chilien est plus fort plus intense que toute pièce de théâtre.

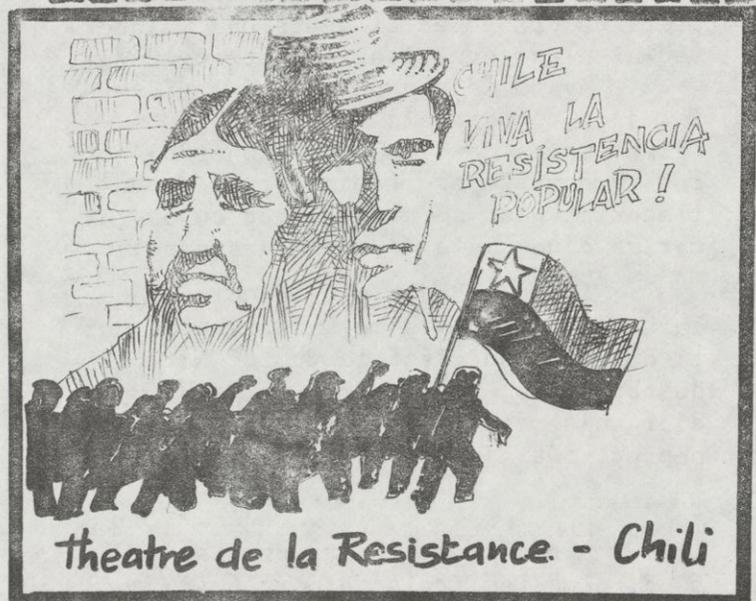
"Chronique du jour combattant" c'est le portrait d'un peuple qui lutte et bâtit, qui s'unit et forge ainsi sa première grande victoire : vaincre la terreur, ne pas faire son jeu."

Ce théâtre se veut témoignage de douleur, acte d'accusation, un théâtre de combat et d'espoir.

1 JEUDI 10 NOVEMBRE au Centre social de la Bernardière, rue de Dijon, saint Herblain

19 H 30 : exposition vente avec les amis France Amérique Latine ;
21 H : "Les chroniques du jour combattant" et débat (7 F.)

2 VENDREDI 11 NOVEMBRE à BOUGUENAIS
salle polyvalente de la Croix Jeannette
à 21 H : "Les chroniques du jour Combattant"



Theatre de la Resistance - Chili

Un camp de travail en Bulgarie ou "la plaisanterie aura duré 15 jours"

4 août 1977, Devnia, ville industrielle à trente kilomètres de Varna.

Un train s'arrête et vomit sur le ballast une centaine de jeunes gens venus de tous les pays d'Europe de l'Ouest de de l'Est.

Dans le hall de ce qui pourrait ressembler à une gare, spectacle touchant de spontanéité et de simplicité : des jeunes filles bulgares en habit bleu clair s'empressent de distribuer un oeillet rouge aux volontaires étrangers.

Prise de contact avec les interprètes respectifs et on est invité, l'oeillet rouge à la main à s'entasser dans des cars vieillots qui vont nous conduire au camp.

Durant le trajet, les jeunes volontaires touristes ont tout loisir d'admirer les superbes installations industrielles d'époque (!) quidégueulent du haut de leurs cheminées des fumées blanches persil, jaunes bouton d'or ou carrément rouille dans un sifflement à peine supportable... Le grand air assuré le repos garanti !

Tout a commencé deux mois plus tôt, lorsque voulant passer des vacances bon marché et pas trop chiantes, je me suis adressé à un organisme Concordia qui s'occupe d'organiser des chantiers en France et ailleurs par l'intermédiaire des organisations étrangères.

Ayant déjà expérimenté la formule, j'en connaissais les avantages (expériences de groupe, rencontres) et les inconvénients (cette sorte de volontariat peut se transformer en exploitation d'une main d'oeuvre gratuite).

Il ne restait plus de place pour la Hongrie alors je me suis rabattu sur la Bulgarie où c'est le Comité National des Brigades volontaires qui s'occupe d'organiser les chantiers, qui sur le papier, ont l'air tout à fait anodins.

Après avoir obtenu un visa de 60 F. plus les frais de port (bien que nous soyons les invités officiels du gouvernement bulgare), je file sur la Bulgarie, très curieux de voir où on

en est avec le socialisme de l'autre côté du rideau de fer.

Premier contact, et je ne vais pas tarder à comprendre mon malheur.

D'abord, pour couvrir les 50 KM qui séparent la frontière yougoslave de Sofia, lieu de rencontre, le contrôleur bulgare m'extorque 30 F. français (je n'avais pas, bien sûr, d'argent bulgare puisqu'il est impossible de s'en procurer ailleurs qu'en Bulgarie) et menace de m'emmener au poste le plus proche comme je lui présente un billet un peu amoiché.

Docile, je lui donne alors mes 3 plus beaux billets de 10 F. après avoir vainement cherché à discuter (je ne parle pas le bulgare).

Ensuite, arrivés à Sofia, la C. N. B. V. nous loge (moi et tous ceux qui sont déjà arrivés de Pologne, Pays Bas, Allemagne...) dans une résidence universitaire pour la nuit, avant de repartir pour Devnia.

Les sanitaires sont dans un état déplorable : chiottes bouchées, merdes par terre, fuites d'eau etc... ; de plus certains carreaux des fenêtres sont cassés, le sol est jonché de papiers, de bouteilles etc...

Les responsables bulgares avertis nous placent dans une chambre à peine moins délabrée.

LE CAMP DE TRAVAIL

Après un voyage de plus de 10 H. en train, le surlendemain, tous les volontaires étrangers dont parmi eux des soviétiques, tchékoslovaques, vont faire connaissance avec le camp.

Les cars rustiques ne tardent pas à nous déposer devant la grande bâtisse qui nous abritera : c'est un cube de béton qui s'ouvre sur une grande plateforme de béton, face à la route où n'arrêtent pas de passer dans des nuages de poussière, des diesels beuglants.

Les façades de l'immeuble sont pavoisées avec des slogans en anglais et

Bulgarie (suite)

en soviétique du genre solidarité, amitié.

Sur la plate-forme bétonnée les drapeaux de tous les pays représentés flottent.

Puis, à l'invitation des responsables uniformisés, la longue colonne ressemblant à un troupeau de vaches se dirige vers le réfectoire au coeur de la cité industrielle.

En chemin, on croise surtout des gens en uniformes et je remarque sur la droite un panneau publicitaire : l'interprète me dit que c'est à la gloire de l'U.R.S.S. qui célèbre cette année le 60^{ème} anniversaire de la révolution.

La nuit commence à tomber : tout le monde est à nouveau rassemblé devant le bâtiment attendant que les responsables habillés de charmants uniformes avec des étoiles se décident à nous faire entrer.

Déjà impatient, je m'approche d'eux ; ils m'ont l'air complètement noyés dans leur paperasses ne sachant pas qui mettre avec qui et dans quelle chambre.

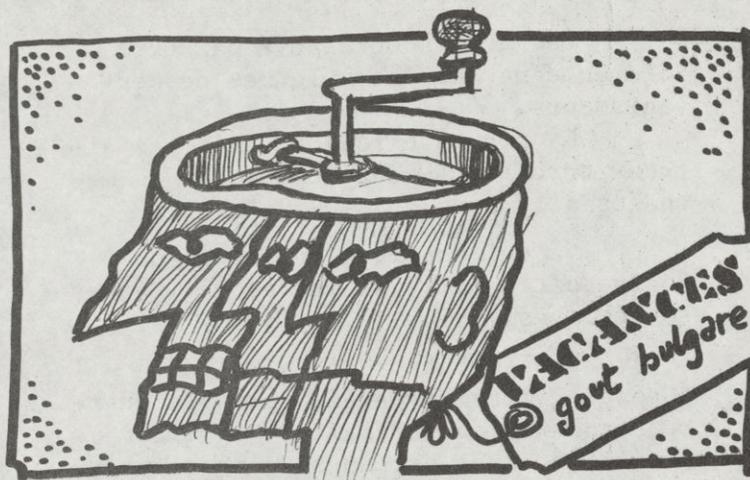
J'ai vite fait de savoir qu'on est casé quatre par quatre et je demande à trois autres mecs tous de nationalité différente, qui commencent à en avoir ras le bol, s'ils n'ont pas par hasard, envie d'aller se pieuter.

Après avoir décliné notre identité (ce qui soulève des difficultés car on ne leur a pas dit s'ils pouvaient mettre des gens de nationalité différente dans une même chambre), nous sommes enfin autorisés à entrer dans le bâtiment soigneusement gardé par des bulgares en uniformes (de jour comme de nuit, car m'a-t-on dit plus tard, il y a une caserne de militaires non loin, qui une fois bourrés peuvent être dangereux !)

nos voisins de palier... les Soviétiques

Notre chambre, c'est la 20, au second, nos voisins de palier ce sont les soviétiques (ils étudient en URSS l'histoire économique et politique de leur pays et ne se déplacent jamais qu'en groupe, portant tous des pantalons noirs et de jolis chemises orange vif).

Sur le mur, ils ont déjà accro-



ché des affiches pour la paix dans le monde et une photo de Brejnev signant les accords d'Helsinki, tout cela se détachant sur le fond d'un drapeau rouge.

En supplément, ils ont placé un peu à l'écart une liste de tous les dictateurs du monde (du bloc occidental) qui attendent d'être rayés : Pinochet, bien que sur la liste d'attente est déjà crucifié, fichtre !

Ainsi, chaque matin, je passe devant ce panneau de libre opinion pour aller aux W.C. qui comportent également un tout petit lavabo et ceci devant suffire à une vingtaine de personnes à titre de salle de bain : j'espérais pas le Négresco, mais tout de même ; d'autant que les bulgares semblent ignorer l'existence du P. Cul.

Et puis, c'est toute une opération le soir, pour avoir les pieds propres car la cuvette des W.C. fuyant, c'est plein de merde partout.

A côté de cela, la chambre, c'est presque du grand luxe : quatre lits alignés occupent toute la surface de la pièce.

On nous informe qu'il y a une douche au premier et d'autres en plein air. (on pourrait aussi aller se décrasser à la mer, à 30 KM de là, mais les plages sont toutes payantes en Bulgarie !)

Les soviétiques s'avèrent être des voisins charmants, même si leur zèle les pousse jusqu'à nous réveiller les premiers matins.

Ils font gueuler leurs appareils de musique et boivent de la vodka bien que cela soit formellement interdit par le sacro-saint règlement.

Mais il faut dire, que les soviétiques étant un peu les choux-choux, ont bénéficié d'un régime de faveur ; car les bulgares ont une lourde dette à leur égard !

Les russes ont sauvé par deux fois en cent ans les bulgares des envahisseurs.

La première fois c'était les affreux turcs et la deuxième fois des méchants allemands.

Ce qui explique également que Sofia soit remplie de musées militaires soviétiques.

Le libérateur de la Bulgarie (Georgi Dimitrov) devenu après la guerre héros national disait : "l'amitié soviétique nous est aussi nécessaire que le soleil et que l'air pur que nous respirons".

L'uniforme et le son du clairon!

Voilà pour l'entrée en matière : ce n'est rien.

Le deuxième soir (tous les jours matin et soir la même chose), on nous aligne devant les drapeaux, en colonnes suivant la nationalité, pour nous demander d'écouter béatement la traduction que nous donne simultanément les interprètes respectifs.

Je me fais déjà remarquer en arrivant en retard (les fois suivantes je ne viendrai plus du tout) d'une part, et en étant vêtu d'un simple short d'autre part, car je venais de prendre une douche et je n'avais pas pris le temps de me rhabiller complètement.

Un chef, vite surnommé "gros cul trois étoiles", s'empresse de m'engueuler prétextant que j'avais troublé la cérémonie (tout le monde se bidonnait).

Stoïque, je remonte à l'étage, enfile un tee-shirt vert pomme et Bermuda de blue jeans sans ourlet, et réapparaît.

Nouvelle engueulade : on essaie de m'expliquer en vain, que ce n'est pas correct de se présenter dans cette tenue à un rassemblement, puis soudain, lassé, le gros chef me laisse aux mains de l'interprète, qui, avec zèle, continue ses salades.

Alors, commencent les choses sérieuses : une des grosses huiles du camp, le plus gallonné, prend la parole et au fur et à mesure de la traduction simultanée, je sens monter en moi une vague de révolte et d'écoeurement : chaque volontaire du camp Georgi Dimitrov DEVRA porter un uniforme en dehors des heures de travail pendant lesquelles

nous recevons un vêtement spécial.

De plus, il est interdit de sortir de l'enceinte du camp sans avoir au préalable demandé l'autorisation d'un chef et signé un papier ; chaque participant doit se plier aux horaires qu'un charmant emploi du temps affiché quelques jours plus tard, nous donnera.

Ensuite, si le premier matin nous avons été réveillés au son de la musique pop occidentale (les bulgares voulaient nous montrer par là qu'ils n'étaient pas si en retard dans ce domaine), par contre, les autres matins, sans exception, nous allions être réveillés désormais au son d'un clairon.

emploi du temps :

Le "Time Table" de la journée type se découpe comme suit :

- matin : lever au clairon donc, à 6 H. du matin ; de 6 H à 6 H 30 "personnal timè" : c'est à dire faire la queue pendant 20 minutes pour se laver.

- 6 H 30 : rassemblement sur la plateforme précédant le départ de deux vagues, ou plutôt plus prosaïquement de deux colonnes bien rangées qui vont au pas au réfectoire (la première colonne est composée uniquement de bulgares non volontaires, qui comme dans presque tous les pays de l'est, doivent faire des chantiers pendant leurs vacances scolaires).

La deuxième colonne a aussi des bulgares, mais surtout tous les volontaires occidentaux et autres, venus de pays étrangers.

Et puis, à la traine, ceux qui ont oublié de se réveiller malgré les appels pressants du clairon ou qui, sachant qu'il va falloir encore faire la queue devant le réfectoire self-service prennent leur temps, je fais partie de ceux-là.



Bulgarie (suite)

7 H - 15 à 7 H 30, chronomètre en main, petit déjeuner : trois tranches de saucisson, une crotte de beurre, un petit cube de fromage et une cuillère à café de confiture.

Le petit déjeuner, comme tous les autres repas, sont préparés par des bulgares du camp.

TRAVAIL

- 8 H - 15 : tout le monde doit être au travail, mais il faut nous laisser le temps d'y aller, par le car.

Les volontaires sont disséminés un peu partout suivant des équipes de travail.

C'est ainsi que le groupe de français travaillera en compagnie des soviétiques dont le zèle, espèrent certainement les responsables bulgares, fera tache d'huile.

A force de question, j'ai fini par savoir avec plus ou moins d'exactitude que nous travaillons sur le chantier portuaire de Devnia, qui d'ici quelques années, devrait être en mesure d'accueillir des cargos.

Nous faisons office de travailleurs immigrés, très bon marché, et nous devons à l'aide de pelles, combler des trous ou niveler, ou encore étaler du sable au fond d'une fosse.

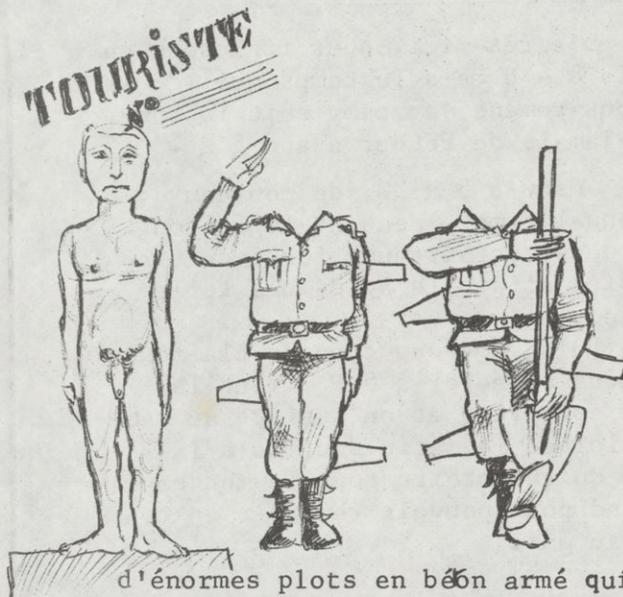
Il arrive que le chef Piotr, soviétique, nous rappelle à l'ordre si d'aventure, il nous arrive de somnoler debouts appuyés à notre pelle.

Les soviétiques n'arrêtent pas de nous surprendre par l'énergie et l'entrain qu'ils déploient et aussi par l'esprit d'initiative dont ils savent faire preuve.

Parfois même, ils conseillent le contremaître hésitant, et qui passe le plus clair de son temps à gueuler après les ouvriers qui ne bronchent pas.

Ils ne sont pas payés au travail qu'ils accomplissent et s'il y a encore des trucs urgents à finir, ils resteront un peu plus longtemps le soir pour faire des heures supplémentaires mieux rémunérées ou reviendront le samedi ou le dimanche car le socialisme n'attend pas !

Notre principal boulot consiste les premiers jours à enlever le coffrage



d'énormes plots en béton armé qui supporteront plus tard les rails d'une grue géante.

On travaille et les bulgares encore plus que nous, au mépris des règles les plus élémentaires de sécurité manquant à chaque instant de tomber dans le fond des fosses remplies de flote et de planches hérissées de clous rouillés, ou de s'empaler sur les tiges de ferraille dépassant des coffrages, ou encore manquant de recevoir la cargaison de sable que les camions déchargent dans la fosse au fond de laquelle on s'applique à niveler le sable.

Le travail est tout de même ponctué de nombreuses pauses et de discussions politiques (il y a parmi nous un français Marxiste Léniniste qui passe son temps à s'empailler avec les soviétiques en se traitant mutuellement de révisionnistes).

A midi pile, tout le monde s'arrête et nous reprenons le travail sous le soleil brûlant, le ventre à moitié vide à deux heures, c'est à dire avec plus d'une heure de retard sur le "time-table", car bien que nous mangions sur place, il a fallu attendre que les ouvriers aient fini de déjeuner pour pouvoir occuper la salle.

A signaler que les ouvriers bulgares ont droit à un repas plus copieux et plus varié que nous : la nourriture qu'on nous donne est si peu riche, et abondante, que nous, un autre français et moi-même, sommes obligés de manger les restes des ouvriers bulgares qui gaspillent autant que nos sociétés de consommation, pour pouvoir reconstituer notre force de travail.

D'autres fois, nous quémardons du rab de yoghourt aux cuisinières qui nous ont à la bonne.

L'après-midi, nous finissons en théorie à 4 H mais le temps que le car qui nous ramène au camp soit là, on n'est jamais de retour avant 5 H - 15.

Jusqu'à 5 H 30, de nouveaux : "personnal time", pendant lequel on tente de se refaire une force de travail bien affaiblie après une telle journée.

Puis, nouveau coup de clairon pour nous signaler à 5 H 30 que la bouffe est prête et on assiste au même scénario que le matin sauf qu'à la sortie du réfectoire tout le monde s'attend pour pouvoir repartir en colonne au pas.

Ras le bol d'attendre alors, je file devant avec deux autres français : le soir, première remarque d'un chef : nous sommes dans un chantier et nous devons nous intégrer au groupe et ne pas nous faire remarquer de la sorte ; nous devrions même être très fiers de marcher en groupe ainsi que de porter l'uniforme, le même que les résistants bulgares portaient dans leur lutte contre l'opresseur nazi.

Sans doute agacé par notre esprit de contradiction, il nous dit enfin que la tradition bulgare veut que dans la brigade Georgi Dimitrov, on porte l'uniforme, que l'on marche en groupe.

On lui fait gentiment remarquer que la tradition au nom de laquelle il semble tout expliquer dans le fonctionnement de ce camp, ce n'est pas un argument très marxiste : grimace, puis sourire gêné, sont les seules réponses.

Le port de l'uniforme qui dans un premier temps semblait avoir choqué bon nombre des accidentaux, a fini par être accepté, du moins subi, par la grande majorité.

Irréductibles, deux français et moi-même : les uniformes ne sortiront pas de leurs armoires.

Le soir, jusqu'à 10 H, heure du dernier rassemblement avant le coucher couvre-feu, le "time table" soigneusement rédigé en anglais prévoit des activités culturelles ou sportives du style répétition de la parade qui aura lieu bientôt au centre de la cité dortoir de Devnia.

En attendant, les chefs fébriles et nerveux font répéter leurs troupes composées de Bulgares, mais également de tous les volontaires étrangers

dans la plus grande fièvre : il s'agit de ne pas rater ce grand jour.

LA PARADE

Les chefs entre eux répètent à l'abri des regards, les gardes-à-vous règlementaires.

Et puis, le grand jour arrive, tout le monde, même les plus irréductibles, enfilent leurs uniformes sauf quatre français dont je suis et sur lesquels, nos gardes-chiourmes ont fermé les yeux.

Nous assisterons malgré tout en civil à la parade de présentation de la brigade des volontaires Georgi Dimitrov, aux côtés des techniciens de la télévision, des techno et bureaucrates bien sapés, de la population de Devnia (une partie seulement !).

Le premier exercice surprenant consiste à faire avancer en colonne les brigadiers en uniformes qui au garde à vous, lâchent un grand hurra prolongé devant leurs chefs, passant le drapeau rouge à la main (les occidentaux en uniformes, avec moins de zèle peut-être, participent néanmoins à ces opérations).



Le clou de la soirée ne se fait pas attendre, alors que les projecteurs éteints sont remplacés par de simples torches qui donnent un aspect presque émouvant à la cérémonie, tout le monde tout d'un coup, tombe à genou, face au drapeau rouge qu'un gradé tient à bout de bras ostensiblement.

Bulgarie (suite)

Je me retrouve seul, debout avec les autres français, au milieu des spectateurs eux aussi agenouillés qui toisent du regard, les profanes que nous sommes.

Tellement abasourdi, je quitte rapidement les lieux ne voulant pas être mêlé à tout cela : je n'ai pas l'âme d'un fidèle communiant, et pour ne citer que l'Internationale que se font fort de chanter à tout moment nos hôtes : ni Dieu, ni maître !

Quelques jours plus tard, toujours dans le cadre de ces activités culturelles (!), une soirée commémorative de Georgi Dimitrov est célébrée dans une des salles culturelles de Devnia.

Les autorités du camp très paternalistes obtiennent de moi que je troque mon short noir contre un pantalon de blue jean (ils semblent avoir renoncé à contraindre les réfractaires à porter l'uniforme de rigueur dans ces circonstances).

Georgi Dimitrov, qui a donné son nom à la brigade est le grand sauveur de la patrie bulgare comme de Gaulle pour la France, m'a-t-on dit !

A l'entrée de la salle où la conférence doit avoir lieu on nous distribue une petite médaille rouge dont je n'ai pas vu sur le moment qu'il y avait un minuscule Dimitrov dessus.

Je l'accroche plus par inconscience que par provocation, sur ma godasse, et commence alors un discours auquel je ne pige rien : j'ai égaré l'interprète.

Un autre mec, Jean Paul, assis à côté de moi, finit par s'allonger sur les chaises vides au grand scandale des soviétiques placés derrière qui le laissent enfin sortir.

Je ne tarde pas à le suivre, sous les yeux visiblement choqués de quelques uns.

"INDÉSIRABLES..."

Le lendemain, on ne reparle plus de l'incident, mais le soir, les autorités expédient l'autre mec et moi avec armes et bagages dans l'ambulance folle jusqu'à la gare, où nous prenons, encadrés par l'interprète, le train pour Sofia.

Là bas, au terme d'une attente de 48 H dans les locaux de la N.C.V.B. la bureaucratie bulgare mise en branle, nous fait savoir la conclusion de ses délibérations : nous sommes tous les deux indésirables et derechef, on se fait jeter dehors par les gardes chiourmes de service.

La plaisanterie aura duré 15 jours.

P. S. Un bulgare rencontré dans la rue et à qui je racontais mes débâtres, me disait à bout d'arguments : "Du denkst zu viel. Denken ist schlecht in Bulgaria..." (tu penses trop, penser est mauvais en Bulgarie...)

Correspondance APL

L'APL CHERCHE
DESSINATEURS, MAQUETTISTES

BREF, DES GENS TENTÉS PAR UNE
KARRIÈRE DANS LA PRESSE ARTISANALE ...!

mauritanie

L'ARMEE FRANCAISE

contre l'auto-détermination du peuple Sahraoui

Depuis maintenant plus de six mois, six français ont disparu après une attaque menée par le Front Polisario contre la ville minière de Zouerat, poumon économique de la Mauritanie, et une de ses bases militaires les plus importantes.

Les responsables du Front Polisario et du gouvernement de la République Arabe Sahraouie Démocratique ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils publieraient la liste de leurs prisonniers, dont ceux détenus à la suite de l'opération de Zouerat, quand la Mauritanie aurait communiqué la liste des prisonniers sahraouis, civils et militaires, qu'elle détient. A ce jour, aucune réponse n'a été apportée.

A nouveau, deux autres français viennent s'ajouter à la liste des disparus.

Malgré de multiples déclarations du Gouvernement Français reconnaissant le droit à l'auto-détermination des populations sahraouies, ce même gouvernement, agissant en contradiction flagrante avec ses déclarations, renforce son soutien au Maroc et à la Mauritanie dans leur entreprise militaire d'occupation du territoire de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

une campagne de préparation

L'Association des Amis de la R.A.S.D., lors d'une Conférence de presse a rendu publiques les informations suivantes :

Le mercredi 26 octobre, à 2h., 8 Transalls ont quitté la base aérienne de Franczal (Toulouse), pour une destination inconnue, avec à leur bord environ 800 Hommes du 8ème Régiment d'Infanterie de Marine, équipés de grenades F1 au napalm, de fusils d'assaut "Clairon et de missiles individuels MILAN ET CHOUCA

Le même jour, à 3h du matin,



8 autres Transalls ont quitté la même base avec des Parachutistes équipés d'obus à dépression aerosol.

Ces troupes ont emporté avec elles environ 100 radars "Radak".

Il faut signaler, en outre, comme le Ministère de la Défense l'a lui-même annoncé, que plusieurs régiments sont placés en état d'alerte, prêts à intervenir dans des délais extrêmement brefs.

L'Association remarque que ce mouvement de troupes et ce transport de matériels sophistiqués, dont certains n'ont jamais été expérimentés sur le terrain par l'armée française, sont intervenus après une intense campagne de préparation de l'opinion française concernant la protection et le "sauvetage" de français qui seraient en danger en Mauritanie.

Cette campagne a été lancée par l'annonce, le 12/10/1977 de la création de l'association de défense des expatriés de Zouérate, d'Afrique et du Moyen-Orient (ADEZAMO), dont le Président, le lieutenant-colonel Jean-Charles Eudeline dirigeait, sous le titre officiel d'Ingénieur de l'Hygiène et de la Sécurité du Travail, il y a quelques mois à peine, la milice française de défense de Zouérate. Elle a été poursuivie par des invitations à des solutions radicales contre le Front Polisario sous le prétexte de la récupération des français disparus.

Le véritable "Etat-Major" de crise qui s'est réuni à l'Elysée le 27 octobre ne serait donc intervenu qu'après la mise en place d'un dispositif militaire offensif et apparaîtrait comme l'une des dernières étapes de la préparation psychologique du Peuple Français à une intervention militaire dans un pays étranger.

Aussitôt après, un envoyé spécial de France Inter rapportait que la population mauritanienne souhaitait une intervention de la France.

Ce plan d'intervention mili-

Sahraoui (suite)

taire français a été soigneusement dissimulé derrière un écran diplomatico-humanitaire semblable à ce que fut la "Marche Verte" soi-disant pacifique pour masquer à l'opinion internationale, l'invasion du Sahara Occidental par l'armée marocaine.

Dans ces conditions, comment s'étonner de l'insécurité qu'encourent les citoyens français présents au Maroc et en Mauritanie. La puissance militaire que la France met au service des agresseurs marocains et maurita-

niens risque tôt ou tard de se retourner contre des citoyens français présents dans les zones de guerre, que le Gouvernement français alimente.

L'Association des Amis de la R.A.S.D. en appelle à l'opinion publique internationale et à toutes les forces démocratiques constituées pour qu'elles s'opposent aux entreprises de reconquête directe ou indirecte menées secrètement par un Gouvernement qui n'est pas représentatif de la majorité du peuple français.

Paris, le 30 octob. 77

(Association des amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique).



PRISON

Depuis jeudi matin, une centaine de prévenus suivis par l'ensemble des prisonniers ont entamé une grève de la faim pour obtenir :

- la liberté totale au parloir (il faut savoir qu'à NANTES, une vitre sépare les visiteurs des détenus)
- l'amélioration de la bouffe.

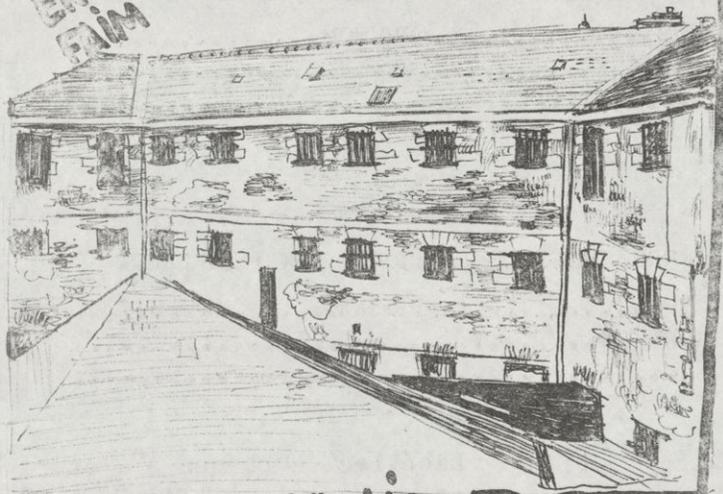
Celle-ci actuellement étant vraiment infecte, on raconte l'histoire de la ratatouille qui est retournée à la cuisine comme elle venue, aucun toulard n'ayant eu le courage d'y goûter.

Un comité de soutien s'est créé à St NAZAIRE. Pour tout contact :

33 Bd. Victor Hugo
44 600 St NAZAIRE
tél. 22/39/38

TOUTES INITIATIVES SUR NANTES SONT BIENVENUES.

NANTES
300 TOULARDS
EN GREVE DE LA
FAIM



GRÈVE DES PRISONNIERS

LECTEURS : A VOS KIOSQUES

Nous avons fait un important effort de diffusion et l'A. P. L. est maintenant en vente dans de nombreux kiosques (souvent avec succès), nous sommes débordés par le travail.

Aussi, que les lecteurs qui voudraient nous aider à diffuser, en proposant l'A. P. L. dans des kiosques (faits ou à faire) près de chez eux, nous fassent signe.

L'A. P. L. est en vente dans les kiosques suivants :

NANTES

- 42 rue Joliot Curie
- 37 rue de Verdun
- rue de la Grande Biesse
- Quai de la Fosse (pt Anne de Bretagne)
- Quai de la Fosse (bas de la butte sainte Anne)
- café-librairie Bougainville
- rue de la Montagne
- Place Zola
- Bas du BD de la Fraternité.

- Place de l'Edit de Nantes
- Place Viarmes
- rue J. Jaurés : Euzen et librairie 71
- rue des Carmes
- rue de Strasbourg
- Pont Morand
- Centre beaulieu
- Av. Félix Lemoine
- La Noé
- Surcouf

REZE

- 14 av. de la IV république

SAINT HERBLAIN

- Sillon de Bretagne
- Av. des Thébaudières
- Bellevue pl. Centrale

PONTCHATEAU

- Maison de la presse

LE PELLERIN

- deux kiosques

SAINT JEAN DE BOISEAU

ORVAULT

- la Bugallière

11 NOVEMBRE : L'APL SE DÉFILE

La réunion publique de rédaction de l'A. P. L. du vendredi est reportée au jeudi 10 NOVEMBRE A 21 H.

Les textes doivent donc arriver avant jeudi 20 H.

DES SOUS ... CRIPTIONS DISAIT

En effet, on renouvelle notre appel à la souscription, celle-ci ne démarrant que beaucoup trop lentement. La question est de savoir si oui ou non l'A. P. L. doit se développer et ne pas en rester à une audience restreinte. A VOUS DE DECIDER.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE.....

.....

1 trimestre 12 N° : 20 F. soutien : 30 F.

1 semestre 24 N° : 40 F. soutien : 60 F.

1 années 48 N° : 80 F. soutien : 100 F.

souscription ; je verse la sommes de francs.

OFFRE SPECIALE RESERVEE AUX PERSONNES A QUI TU VEUX FAIRE CONNAITRE LE JOURNAL

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE.....

.....

3 N° gratuits

10 N° : 10 F.

Libéllez le chèque à l'ordre des "Nouvelles Editions de l'Ouest"
et envoyez le à l'A. P. L. 26 bis boulevard Robert Schumann.
44300 NANTES.